



Government Offices of Sweden

28 mai 2018

**Bruno Le MAIRE, Ministre de
l'économie et des finances**

**Per BOLUND, Ministre des marchés
financiers et de la consommation**

France

Suède

Communiqué de presse

**FR_SE 2018
INNOVATION
PARTNERSHIP**



Conférence "Finance verte: la voie à suivre" (Solna, 29 mai 2018) - Une mise en œuvre concrète du partenariat stratégique franco- suédois pour l'innovation et les solutions vertes

Au cours des dernières années, le développement d'un système financier plus écologique et plus durable est devenu une priorité afin d'accélérer la transition vers des économies sobres en carbone et résilientes au changement climatique, et d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. **La France et la Suède ont déjà pris les devants dans ce domaine** grâce à l'implication d'acteurs tant privés que publics et ont mis en œuvre des actions décisives: (a) La France et la Suède ont été pionniers avec l'adoption d'outils législatifs innovants pour renforcer les exigences climatiques pesant sur les acteurs privés (art. 173 de la loi TEE en France), et le soutien aux recommandations de la TCFD (b) La France a émis avec succès une obligation verte souveraine en janvier 2017, et la Suède envisage une telle initiative, après avoir lancé une enquête sur le soutien au marché des obligations vertes (c) Les deux pays sont des contributeurs majeurs, et travaillent en étroite collaboration, au sein des conseils d'administration des plus grands fonds multilatéraux pour l'environnement et le climat, tels que le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial.

La France et la Suède soutiennent également activement le plan d'action mis en œuvre au niveau européen par la Commission pour développer la finance verte, comme l'ont exprimé le Président de la République française et le ministre suédois des marchés financiers et de la consommation lors de la conférence de haut niveau sur la finance durable qui s'est déroulée à Bruxelles (22 mars 2018).

La finance verte est, par conséquent, l'un des quatre domaines clés identifiés dans le [partenariat stratégique franco-suédois pour l'innovation et les solutions vertes](#) signé le 17 novembre 2017 par le Premier ministre suédois Stefan Löfven et le Président de la République française Emmanuel

Macron. La feuille de route de ce partenariat identifie la nécessité d' *« intervenir auprès des acteurs appropriés du marché des deux pays afin d'étudier ensemble les meilleurs moyens de développer les financements verts. Nos deux pays pourront rester engagés pour promouvoir la dynamique internationale dont bénéficie le développement de la finance verte, en mettant l'accent sur le transfert de flux financiers mondiaux en faveur des Objectifs de développement durable »*.

Afin de mettre concrètement en œuvre cette feuille de route, **une conférence intitulée « Finance verte : la voie à suivre »** co-organisée par deux grandes banques, SEB et Crédit Agricole CIB, avec le soutien de l'Ambassade de France en Suède (Service Economique Régional), **se déroulera à Solna, dans les locaux de SEB, le 29 mai 2018.**

Six mois après le discours de clôture conjoint du ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire et du ministre des marchés financiers et des consommateurs Per Bolund à l'occasion du *Climate Finance Day* le 11 décembre 2017 à Paris, cette conférence marquera une nouvelle étape dans l'approfondissement des échanges entre acteurs publics et privés des deux pays sur le développement de la finance verte.

La conférence abordera quatre sujets clés qui seront traités par des panels de haut niveau (voir [programme et liste des intervenants](#)) : pourquoi verdir la finance ? Comment les obligations vertes soutiennent-elles les politiques publiques en matière d'environnement ? Comment passer des projets verts au financement vert ? Comment structurer et évaluer les instruments financiers verts ?

"Le changement climatique est une réalité à laquelle nous devons faire face collectivement. Il exige des actions urgentes, qui concernent tant les politiques publiques que les stratégies d'investissement conduites par les acteurs privés. Il nous oblige à modifier nos priorités et nos comportements, à repenser nos investissements et à renforcer la soutenabilité de nos décisions, afin d'atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris. Nous n'y parviendrons pas sans construire un système financier plus vert et plus durable. La France et la Suède doivent montrer la voie à suivre dans le développement de la finance verte, en prenant appui sur tout ce qu'elles ont déjà réalisé. L'organisation d'une conférence franco-suédoise dédiée à la finance verte est une étape importante dans la mise en œuvre de notre partenariat stratégique pour l'innovation et les solutions vertes, qui nous permettra de réfléchir aux meilleurs moyens de développer la finance verte. Nous avons besoin de plus d'initiatives comme celle-ci si nous voulons, collectivement, réussir », explique Bruno Le Maire.

« Cela vaut la peine d'être persévérant dans la poursuite des changements que vous voulez réaliser. Et c'est payant d'avoir des amis quand on le fait. Le partenariat entre la Suède et la France sur la finance verte en est un bon témoignage. Il y a quelques années, nos deux pays étaient presque seuls à affirmer que la soutenabilité faisait structurellement partie de la politique des marchés financiers. Mais nous avons persisté et avons continué à rappeler aux autres le rôle des marchés financiers dans la réalisation de l'Accord de Paris sur le climat. Les visages circonspects autour de la table de négociation ont depuis été remplacés par des signes de tête approuvateurs. Il y a quelques mois, nous nous sommes félicités du plan d'action de la Commission sur la finance durable. Cependant, nous n'étions pas seuls à en comprendre l'importance. Certains acteurs de marché ont compris que les marchés financiers s'adapteraient inévitablement à nos objectifs climatiques, pour la planète mais aussi dans leur propre intérêt. La coopération qui a conduit à cette conférence et le grand intérêt manifesté par le secteur privé en sont la preuve. », déclare Per Bolund.